




# ON VEUT QUE ÇA CHANGE !

L'intersyndicale de la DGCCRF s'est réunie le 8 décembre et a débattu de la proposition du Directeur général (cf. message commun FO, CGT, CFDT, SNU du 08/12).

Nous avons convenu, à  de rouvrir le dialogue fermé par la Direction générale, dans la mesure où cette perspective **OUVRIRAIT UN VÉRITABLE ESPACE DE NÉGOCIATION** sur les sujets qui vous interpellent tous, au quotidien. Nous avons notamment entendu les signaux **FORTS** qui nous ont été remontés au cours de nos assemblées régionales de MIDI PYRÉNÉES et d'AQUITAINE (voir infra).

## **NOUS VOULONS AVANCER DANS LE DIALOGUE.**

Encore faut-il être au moins **deux** et être à **l'écoute**, l'un à l'égard de l'autre. Faute de quoi ce « dialogue » n'est et ne sera que du baratin...

PARIS le 8 décembre 2006

Monsieur le Directeur général,

Nous avons bien reçu votre courrier du 28 novembre dernier.

Étant, tout comme vous, très attachés au dialogue, nous participerons au Comité de suivi du fonctionnement des CAP que vous nous proposez de constituer et que nous souhaitons le plus large possible (mutations, promotions, ...).

Au-delà du problème spécifique des nominations au choix, il est clair qu'aujourd'hui, les agents de la DGCCRF ressentent un malaise compte tenu des conditions de mise en œuvre de la régionalisation, de l'exercice des missions et des réductions d'effectifs.

Ainsi, nous souhaitons qu'un espace de négociation puisse aussi s'ouvrir rapidement sur ces sujets qui, vous en conviendrez, intéressent l'ensemble des personnels

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments distingués.

Signé : les Secrétaires généraux des syndicats CGT, CFDT, SNU et FO

PARIS le 28 novembre 2006

(Madame, Monsieur (la) le Secrétaire général (e))

Le comité technique paritaire directionnel s'est réuni ce jour 28 novembre.

Je regrette votre décision de ne pas y participer, étant très attaché à la poursuite et à l'approfondissement du dialogue social.

Désireux de reprendre rapidement ce dialogue sur des sujets intéressant l'ensemble du personnel, je souhaite vous convier à un groupe de suivi présidé par M. FORGET pour aborder la question du fonctionnement des CAP et plus particulièrement des nominations au choix.

Espérant que vous donnerez une suite favorable à cette demande d'ouverture et de dialogue que je souhaite constructif, je vous prie d'agréer,...

Signé : Guillaume CERUTTI

CCRFinFO  
Formations



## SOLIDAIRES AVEC LES AGENTS DU GERS

La section CGT-FO Midi-Pyrénées, réunie en réunion syndicale régionale, à Montauban, ce jeudi 30 novembre, se déclare totalement solidaire des agents de la Direction du Gers pour leur journée de grève du 4 décembre prochain.

Leur colère est pour le moins légitime puisque, depuis février 2006, ils sollicitent l'encadrement local et régional en vue d'obtenir le remplacement de l'agent du secrétariat parti en retraite au mois d'août et que, pour seule réponse, il leur a été jusqu'à présent demandé de se débrouiller tout seuls et de cesser d'importuner la Direction régionale !

Comment ne pas être étonnés de voir à présent le Directeur régional (en accord avec l'administration centrale) se tourner vers le seul rectorat pour savoir s'il n'y a pas un agent de catégorie C intéressé par un détachement à la DD du Gers.

Cette recherche de solution est symptomatique de l'état de dégradation des effectifs dans lequel se trouve la Direction du Gers, la Direction régionale de Midi-Pyrénées mais également l'ensemble de la Direction générale.

## MIDI-PYRÉNÉES, UNE RÉGION AU BORD DE LA RUPTURE

Hormis la Direction régionale, 6 Directions départementales de Midi-Pyrénées comptent entre 11 et 14 agents. La septième est à 17. Pour combien de temps encore ?

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le niveau de présence sur le terrain est de 4,93 agents en équivalent temps plein par jour dans le Gers. La situation des autres Directions de la région n'est guère plus brillante.

En 2007, 3 des 8 Directions qui la composent vont connaître chacune 3 départs à la retraite, soit près de 20% de leur effectif. L'encadrement lui-même reconnaît que tous ne seront pas remplacés. Dans ces conditions, le seuil de 12 agents devenu à présent un simple objectif sera loin d'être atteint.

En 2008, le mouvement devrait s'accélérer. Qui peut nous faire croire aujourd'hui que l'existence des Directions départementales n'est pas sérieusement menacée ?

Et que dire de la dégradation des conditions morales et matérielles de travail ?

**Toujours plus avec toujours moins !!**

La mutualisation des moyens et des compétences devait paraître-il permettre d'apporter des solutions. Or, à la moindre absence de personnel (maladie, grossesse, réussite à un concours...) c'est la panique et tout est remis en cause. Le Directeur régional le sait bien mais ne semble pas s'en émouvoir...

Au lieu d'être une plus value, la mutualisation que nous connaissons fragilise considérablement toutes les unités départementales ainsi que la Direction régionale.

Elle déstabilise leur organisation et occasionne un surcroît de travail pour la majorité des enquêteurs, ce qui entrave les conditions d'exercice de leurs missions.

Au lieu de regarder les choses en face, certains membres de l'encadrement préfèrent mettre la pression sur les personnels et à l'occasion cherchent à les culpabiliser, voire à les rendre responsables des objectifs qui ne sont pas atteints.

Que sont devenus les propos enthousiastes et rassurants du Directeur général tenus lors des journées de septembre 2005 ?? Il a suffi de quelques mois pour qu'ils s'avèrent totalement disqualifiés.

Nous lui demandons à présent de prendre position sur le devenir des petites Directions départementales (effectifs et caractère opérationnel). Nous lui demandons également de définir la notion de « contrôle de proximité » qui figure dans les principes généraux de sa note de service relative aux outils de la régionalisation. Ne s'agit-il pas tout simplement de consacrer le fait qu'il incombe aux Directions départementales d'assurer le seul contrôle des artisans, commerces et prestataires de service locaux et que les autres missions sont définitivement du domaine de l'action régionale ?

**Peut-on espérer un avenir meilleur pour la  
DRCCRF ? Permettez-nous d'en douter  
vraiment !**

La colère des agents du Gers est parfaitement justifiée. Celle des agents des autres petites Directions pourrait bien monter.

Nous invitons tous les agents des Directions de Midi-Pyrénées à se réunir pour amener le Directeur régional à entendre leurs revendications et, en cas d'échec, envisager toutes les actions à mener pour y parvenir.

Montauban, le 30 novembre 2006

Les adhérents CGT-FO de Midi-Pyrénées

## EFFECTIFS ET RÉGIONALISATION : UN ÉCHEC PROGRAMMÉ ?

Les agents de la section CGT-FO Aquitaine, réunis à BARBASTE (47) le mardi 5 décembre 2006 :

- **Se déclarent** totalement solidaires de leurs collègues du département du Gers, qui étaient en grève ce lundi 4 décembre.

Les agents d'Auch luttent depuis plusieurs mois pour le maintien de leur Direction dans son intégrité.

Alertés déjà à trois reprises, le Directeur Général et le Directeur Régional ont fait la preuve de leur inaptitude à résoudre le problème de pénurie d'effectifs dans ce département.

- **Dénoncent** les conditions de mise en œuvre de la régionalisation, dont l'échec est particulièrement évident dans la région Midi-Pyrénées. Ils exigent du Directeur Général une définition claire de l'organisation régionale et des conditions d'exercice des missions des agents affectés au niveau départemental. La notion de "missions de proximité" mentionnée dans la note de service relative aux outils de la régionalisation doit notamment être explicitée sans aucune ambiguïté.
- **Dénoncent** l'hypocrisie du contrat pluriannuel de performance qui se situe bien, comme le prouve la situation de la région Midi-Pyrénées, dans la seule logique de suppression des moyens, quel que soit l'habillage utilisé.

Il ne fait aucun doute que, dans un avenir proche, de nombreuses autres Directions départementales seront confrontées à de telles carences, compte tenu de la gestion catastrophique des ressources humaines qui est mise en place, que ce soit sur le plan quantitatif (réduction des effectifs) ou qualitatif (carences dans les missions de service public).

Ainsi, en Aquitaine, les Directions départementales voient, elles aussi, leurs effectifs diminuer de façon draconienne d'année en année. Par exemple, la résidence d'AGEN va se retrouver, compte tenu des départs à la retraite d'ici 2009, à 12 agents.

La solution de la "mutualisation des compétences", qui consiste - en réalité - à gérer la pénurie entre les unités, a donc pour résultat de fragiliser davantage l'ensemble des Directions départementales.

- **Condamnent** la "culture de la performance" basée sur une multiplication d'indicateurs chiffrés qui, bien au-delà de leur fonction première ("indiquer") sont devenus pour chaque unité, un but incontournable à atteindre, en totale inadéquation avec :

1. Les engagements qui avaient été pris par le Directeur général,
2. Les moyens alloués,
3. Les spécificités locales.

- **Dénoncent** la mystification qui consiste à gonfler artificiellement les résultats statistiques dans un but d'affichage médiatique, au détriment de la réalisation effective des missions de Service Public, dans des unités qui se vident de leurs moyens et de leurs effectifs.

- **Exigent** du Directeur Général l'ouverture d'un véritable espace de négociations sur la gestion du personnel à la D.G.C.C.R.F, notamment sur la situation de pénurie catastrophique dans les Directions départementales.

- **Appellent** les agents de l'ensemble des départements à se réunir et à se mobiliser pour le maintien des Directions départementales avec des effectifs en nombre suffisant pour permettre d'assurer leurs missions de Service Public.

BARBASTE, le 5 décembre 2006

Les adhérents CGT-FO d'Aquitaine

Le congrès du  
syndicat FO CCRF  
se déroulera du  
19 au 22 mars  
2006 à CHALÈS.

